

Front unique ouvrier contre Macron-Barnier !

En 2023, durant le mouvement des travailleurs en défense de leur droit à la retraite, les partis issus du mouvement ouvrier (PS, LFI et PCF) ont, avec les chefs de l'Intersyndicale, empêché la grève générale. Ils ont fait croire pendant des mois que la solution serait dans des négociations du projet gouvernemental, des journées d'action, des grèves reconductibles, des casseroles, des appels au Conseil constitutionnel, des votes à l'Assemblée avec EELV, LIOT, LR et le RN. Le souci des bureaucraties syndicales et des partis sociaux-impérialistes de préserver le capitalisme français d'une grève générale, leur soumission partagée à l'État bourgeois, ont conduit à la défaite.

Le résultat est que le RN, qui détourne, avec l'aide du groupe capitaliste Bolloré, le mécontentement populaire contre les travailleurs étrangers et les musulmans, a gagné les élections au Parlement européen et le premier tour des législatives. Au lieu de mobiliser les travailleurs et les jeunes en formation, les partis réformistes ont constitué, avec EELV, le Nouveau Front populaire. Au nom du « front républicain », le NFP a appelé à élire Borne, Darmanin, etc., alimentant la propagande antisystème du RN. Puis le « front républicain » s'est partagé les postes à l'Assemblée nationale le 19 juillet permettant au RN de se poser en victime.

Par deux fois, le parti de Macron s'est effondré dans les urnes. Pourtant, en s'appuyant sur les institutions de la 5^e république, Macron est toujours en place. Pendant ce temps-là, la justice continue de poursuivre les militants propalestiniens, les dirigeants kanaks restent emprisonnés (avec la bénédiction du RN), des migrants se noient en Méditerranée ou dans la Manche (avec la bénédiction du RN), les travailleurs partent à la retraite à 64 ans, les patrons bénéficient d'exemptions de cotisations sociales (avec la bénédiction du RN), des étudiants se privent sur la nourriture, des travailleurs sont licenciés pour raison économique (avec la bénédiction du RN), etc.

Le 21 août, Panot (présidente du groupe des députés LFI) fait mine de croire qu'il existe « une majorité sur l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans ». Avec le RN ? Le NFP s'est rendu avec obséquiosité à la convocation de Macron le 26 août, lui reconnaissant le droit de choisir le premier ministre. LFI fait croire que l'article 68 de la constitution gaulliste (qui exige pourtant la majorité des deux tiers au Sénat et à l'Assemblée nationale) permettrait de se débarrasser légalement de Macron. Telle est la fonction de la diversion du 7 septembre, soutenue tacitement par la direction de la CGT.

Le 5 septembre, avec le feu vert de Le Pen, Macron a désigné un membre de LR, un parti qui a obtenu 6,57 % des voix aux législatives. Barnier est un ancien ministre de Chirac et de Sarkozy, hostile à l'immigration, au droit à l'avortement et aux droits des homosexuels. La première tâche du gouvernement Macron-Barnier sera de soumettre au parlement un projet de budget d'austérité, conforme aux

glissements du Medef, de LR, du MoDem, d'Horizons, de Renaissance... Philippe et Le Pen se préparent déjà à la prochaine crise politique.

Trois directions syndicales de l'enseignement, FSU, CGT et SUD, appellent à une journée d'action le 10 septembre. Mais qui peut croire que le gouvernement Macron-Barnier cèdera le soir du 10 ? Les directions confédérales CGT et Solidaires appellent le 1^{er} octobre à « des grèves et manifestations ». Mais qui peut croire qu'un gouvernement nommé par Macron cèdera le soir du 1^{er} ?

L'urgence est de dresser la force de la classe ouvrière contre Macron, contre tout gouvernement au service de la bourgeoisie, contre le patronat : assemblées générales sur les lieux de travail, d'étude et de vie pour débattre démocratiquement et décider, pour organiser l'autodéfense des luttes, l'élection de comités révocables par les assemblées générales, la coordination et la centralisation des comités à l'échelle locale, régionale et nationale.

Abrogation des mesures Macron contre les retraites et les chômeurs, annulation de toutes les mesures Macron contre le droit à la formation et contre les travailleurs de l'enseignement public !

Augmentation des salaires et des prestations sociales, échelle mobile sur les prix ! Ni concertation, ni négociation des plans réactionnaires ! Sortie des syndicats de salariés du Conseil économique, social et

environnemental, du Conseil d'orientation des retraites, du Conseil supérieur de l'éducation, du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, des conseils d'administration des groupes capitalistes !

Fin des niches fiscales, suppression des cotisations salariales et des impôts sur la consommation populaire, impôt fortement progressif sur les revenus et sur le patrimoine, sous contrôle populaire !

Expropriation des groupes capitalistes sous contrôle de leurs travailleurs et de la population !

Abrogation des lois contre l'immigration, ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants !

Libération des militants kanaks, indépendance de la Nouvelle-Calédonie !

Suppression du délit d'apologie du terrorisme, abandon de toutes les poursuites et annulation de toutes les condamnations à l'encontre des militants propalestiniens, arrêt des fournitures d'armes à Israël !

Licenciement de l'armée de métier et des corps de répression, armement du peuple !

À bas Macron et Barnier, abolition de la 5^e République ! Gouvernement ouvrier fondé sur les comités de base, États-Unis socialistes d'Europe !

5 septembre 2024

